



## Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et  
de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

#### Marché de fournitures courantes et de services

Fourniture d'un extracteur d'acides nucléiques à partir d'échantillons de sang, de moëlle osseuse et de biopsie liquide, réactifs et prestations de maintenances pour le service d'hématologie biologique du CHRU de Tours.



Ce marché comporte une clause environnementale

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 1/25
-----	----------------------------------	-----------

## **I. TABLE DES MATIERES**

<b>II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC</b>	<b>4</b>
Article 1. Représentant du pouvoir adjudicateur	4
<b>III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
Article 2. Objet du marché	5
Article 3. Description du marché	5
3.1 Type de marché	5
3.2 Procédure de passation	5
3.3 Forme du marché	5
3.4 Montant maximum du marché	5
3.5 Classification CPV	5
3.6 Décomposition en lots	6
Article 4. Durée du marché	6
4.1 Période initiale et reconduction	6
4.2 Délai d'exécution des prestations	6
Article 5. Pièces contractuelles	7
<b>IV. PRIX ET REGLEMENTS</b>	<b>7</b>
Article 6. Forme des prix	7
Article 7. Contenu des prix	7
Article 8. Modalités de révision des prix	7
8.1 Modalités de calcul de la révision	7
8.2 Périodicité de la révision	8
8.3 Clause butoir	8
8.4 Clause de sauvegarde	8
Article 9. Commandes sur catalogue	9
Article 10. Avances	9
Article 11. Retenue de garantie	9
Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	9
Article 13. Présentation des demandes de paiement	9
Article 14. Délai de paiement	10
Article 15. Titulaire étranger	11
Article 16. Nantissement et cession de créance	11
<b>V. EXECUTION</b>	<b>11</b>
Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	11

Article 18. Ruptures d'approvisionnement	11
Article 19. Modalités d'émission des bons de commandes	12
Article 20. Livraison des fournitures	13
Article 21. Vérifications quantitatives et qualitatives	14
Article 22. Propriété intellectuelle	15
Article 23. Garantie	15
Article 24. Défaut de fabrication/Rappel de lot :	15
Article 25. Exécution complémentaire	15
Article 26. Sous-traitance	15
Article 27. Changements affectant le titulaire	16
Article 28. Assurance	16
Article 29. Discretion et confidentialité	17
Article 30. Délai de péremption	17
Article 31. Les produits soumis à la chaine du froid (le cas échéant)	17
Article 32. Clause environnementale	17
<b>VI. DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>18</b>
Article 33. Pénalités	18
Article 34. Résiliation du marché	19
34.1 Motifs de résiliation	19
34.2 Indemnité de résiliation	19
Article 35. Exécution aux frais et risques du titulaire	19
35.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché	19
35.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	19
Article 36. Droit applicable et tribunal compétent	20
<b>VII. DESCRIPTIF TECHNIQUE</b>	<b>20</b>
Article 37. Descriptif du besoin	20
Article 38. Livraison de l'équipement	21
Article 39. Admission de l'équipement	21
Article 40. Maintenance	22
40.1 Transmission des documents	22
40.2 Exécution des prestations visées au présent marché	22
Article 41. Formation	24
Article 42. Déplacement des équipements en cours de marché	24
<b>VIII. DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>25</b>

## II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**  
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Floriane RIVIERE, Directrice Générale du CHRU de Tours**  
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**  
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>  
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **M. Jérôme Garabige**  
Adresse : **CHRU de Tours**  
**Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique**  
**37044 TOURS Cedex 9**  
Téléphone : **02 34 38 95 44**  
Courrier électronique : **j.garabige@chu-tours.fr**

---

Référent technique du dossier : **M. Tanguy Le Fol**  
Téléphone : **02 47 47 80.41**  
Courrier électronique : **t.lefol@chu-tours.fr**

---

Responsable d'hématologie biologique : **M. Sébastien Lachot**  
Téléphone : **02 34 37 89 04**  
Courrier électronique : **s.lachot@chu-tours.fr**

---

Factures maintenances : **Mme Florence Garand**  
Téléphone : **02 47 47 86 96**  
Courrier électronique : **f.garand@chu-tours.fr**

---

Factures réactifs et consommables : **Mme Carole Lopes**  
Téléphone : **02 34 38 95 43**  
Courrier électronique : **c.lopes@chu-tours.fr**

---

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 4/25
-----	----------------------------------	-----------

### III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

#### ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la fourniture d'un extracteur d'acides nucléiques à partir d'échantillons de sang, de moëlle osseuse et de biopsie liquide, réactifs et prestations de maintenances pour le service d'hématologie biologique du CHRU de Tours.

Le descriptif du besoin figure au chapitre VII et en annexe N°1 du présent CCP.

#### ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHE

##### 3.1 Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre : .....	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

##### 3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique

##### 3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

##### 3.4 Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est de 130 000€ HT. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

##### 3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- code 38951000-6 Matériel pour réaction en chaîne à la polymérase en temps réel (RT-PCR)
- code 33696500-0 Réactifs de laboratoire.
- code 50421000-2 Services de réparation et d'entretien de matériel médical.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 5/25
-----	----------------------------------	-----------

### 3.6 Décomposition en lots

La présente consultation n'est pas allotie.

## ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

### 4.1 Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution du marché est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la date de réception définitive de l'équipement.

La durée initiale du marché est de 24 mois.

Le marché pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

### 4.2 Délai d'exécution des prestations

Pour l'extracteur :

Le délai de livraison est celui fixé dans l'offre du titulaire. Cependant, il ne pourra être supérieur à 8 semaines.

Pour les consommables, accessoires et pièces détachées :

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

Délai de livraison normal	5 jours
Délai de livraison urgent	72 heures

Pour la maintenance préventive :

La maintenance préventive sera effectuée à l'issue de la garantie. Le nombre de maintenance et la fréquence sera celle indiqué par le titulaire dans son offre.

Pour la maintenance corrective :

Le délai d'intervention en cas de maintenance corrective est celui indiqué par le titulaire dans son offre.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 6/25
-----	----------------------------------	-----------

## ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires
- 2- le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes
- 3- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 4- l'offre technique du titulaire
- 5- le catalogue

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## IV. PRIX ET REGLEMENTS

### ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Pour les prestations de maintenance préventive, le marché est passé à prix forfaitaires.

### ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Pour l'extracteur, la maintenance préventive et corrective :

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU les frais afférents à la livraison de l'appareil et aux déplacements lors de la maintenance préventive et/ou corrective.

Pour les consommables, accessoires et pièces détachées :

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Les prix sont franco de port et d'emballage.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

### ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

#### 8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de Juin 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 7/25
-----	----------------------------------	-----------

Les prix sont fermes de la date de notification au 01/07/2026.

Les prix sont révisibles à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0.125 + 0.671 \times (A1/A0) + 0.204 \times (B1/B0))$$

Où :

- P1 : correspond au prix révisé
- P0 : correspond au prix du marché en vigueur
- A : correspond à la valeur de l'indice INSEE ICHTrev-TS (indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés) Identifiant 001582839.
- A1 : correspond à la dernière valeur définitive connue au moment de la révision
- A0 : correspond à la valeur de base (dernière valeur définitive connue à la date d'établissement des prix du marché ou valeur A1 utilisée lors de la précédente révision)
- B : correspond à la valeur de l'indice INSEE MIG-EBIQ (indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2021 - MIG EBIQ) Identifiant 010764358.
- B1 : correspond à la dernière valeur définitive connue au moment de la révision
- B0 : correspond à la valeur de base (dernière valeur définitive connue à la date d'établissement des prix du marché ou valeur B1 utilisée lors de la précédente révision).

## 8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 3 fois sur la durée du marché, selon le calendrier suivant :

- 1<sup>ère</sup> révision : 01/07/2026
- 2<sup>ème</sup> révision : 01/07/2027
- 3<sup>ème</sup> révision : 01/07/2028

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 31 mai de l'année civile en cours à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS  
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements  
et de la Transition Écologique  
M. Jérôme Garabige – Bureau L201  
37044 TOURS cedex 9

## 8.3 Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 1,5% par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 1,5% le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le titulaire.

## 8.4 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 3%.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 8/25
-----	----------------------------------	-----------



## ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

**Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.**

Le BPU précise le taux de remise accordé sur catalogue par produit.

## ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

## ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

## ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs. Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif

## ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

**Pour les prestations de maintenance préventive et corrective, la facturation est établie à l'issue de la prestation et sera accompagné d'un rapport d'intervention.**

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 9/25
-----	----------------------------------	-----------

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : INMED, LABOR, LABOV, RPMED, SMMED)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

#### ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 10/25
-----	----------------------------------	------------

## ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

## V. EXECUTION

### ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

#### **Ruptures ponctuelles d'un produit**

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au CHRU de Tours dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande

Il le propose au CHRU de Tours et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le CHRU de Tours donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 11/25
-----	----------------------------------	------------

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CHRU de Tours et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **Arrêt ou rupture définitive d'un produit**

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au CHRU de Tours un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le CHRU de Tours puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du CHRU de Tours, ce dernier rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES**

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison/le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT
- ✓ les informations concernant la facturation

#### **Programme prévisionnel de commandes (type abonnement)**

Cette clause n'est applicable qu'aux réactifs, calibrateurs, contrôles et consommables.

Le pouvoir adjudicateur peut établir, à l'intention du titulaire, un programme de commandes, qui détaille le calendrier prévisible de commandes récurrentes de produits associés.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur établit son programme prévisionnel de commandes en indiquant :

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 12/25
-----	----------------------------------	------------

- la nature et la quantité des produits, ainsi que leur référence,
- la périodicité de leur livraison,
- la date de début et de fin d'exécution du programme prévisionnel

De même, des livraisons exceptionnelles (urgentes) pourront intervenir en dehors de ce planning, à l'initiative du titulaire ou sur demande du laboratoire. Ces livraisons exceptionnelles se feront sans frais supplémentaires de quelque nature que ce soit (traitement, port ...).

Si le pouvoir adjudicateur veut, en cours d'exécution du programme prévisionnel, annuler une commande prévue dans ce programme, il doit en informer le titulaire dans les plus brefs délais et en tout état de cause, 3 jours calendaires avant l'exécution de la commande prévue.

## ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

En cas de quantité manquante à la livraison, le titulaire a l'obligation de prévenir le service qui a passé la commande, de l'indiquer sur le bon de livraison et de mentionner le délai de livraison prévu pour le reste à livrer, et ceci dans les meilleurs délais.

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

### **Livraison dans le service :**

Pour l'équipement : voir à l'article 38 du présent CCP.

### **Livraison aux magasins du Logipôle :**

Le titulaire respectera le conditionnement des produits indiqué dans son offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. (Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation).

Les livraisons doivent parvenir du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et le samedi sur demande exceptionnelle du CHRU de Tours.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 13/25
-----	----------------------------------	------------

Les produits seront livrés à l'adresse suivante :

CHRU de Tours  
Site de Trousseau  
Magasin du Logipôle  
Avenue de la République  
37170 Chambray-lès-Tours

Si des palettes sont utilisées, ces palettes seront de préférence en matériaux imputrescibles, type plastique.

Si les palettes utilisées sont en bois, elles doivent être obligatoirement « Europe » :

- de dimensions 80 cm x 120 cm
  - estampillées « EUR » ou « EPAL » et répondant aux normes Assurance Qualité Ferroviaire AQF 335.
- La livraison est réalisée par camions munis de hayon.

Le CHRU de Tours s'engage à échanger, au moment de la livraison, autant de palettes « Européennes » qu'il lui en aura été livré en bon état. Le nombre de palettes échangé sera consigné sur le document de transport du transporteur. Aucune palette « Europe » endommagée ne sera échangée.

La hauteur maximale ne devra pas excéder 140 cm. Le poids ne pourra excéder 1000 kg.

Dans le cadre où le produit porte un numéro de lot, le candidat devra livrer en palette mono-lot ; à défaut, le numéro de lot devra être lisible, en clair et sous forme de code à barres, sur chaque conditionnement. Dans le cas où le produit comporte un numéro de lot et une date limite de consommation, ils devront être renseignés sur les bons de livraison.

En cas de livraison dont le conditionnement n'est pas conforme et en plus des pénalités prévues au marché, le CHRU de Tours se réserve le droit soit de refuser cette livraison soit de refacturer intégralement au titulaire les coûts de manutention engendrés par la re-palettisation effectuée par les agents du CHRU.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

## ARTICLE 21. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

### Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 14/25
-----	----------------------------------	------------

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

### Vérifications qualitatives

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

### Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

### ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

### ARTICLE 23. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

#### Pour les pièces détachées et accessoires :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la durée de garantie sera celle indiquée par le titulaire dans son offre.

### ARTICLE 24. DEFAUT DE FABRICATION/RAPPEL DE LOT :

En cas de défaut de fabrication et/ou de rappel de lot, le CHRU de Tours est en droit d'exiger une contrepartie financière liée aux surcoûts engendrés notamment par l'externalisation de son activité.

### ARTICLE 25. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

### ARTICLE 26. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 15/25
-----	----------------------------------	------------

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

## ARTICLE 27. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

## ARTICLE 28. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 16/25
-----	----------------------------------	------------



## ARTICLE 29. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

## ARTICLE 30. DELAI DE PEREMPTION

Le délai de péremption des articles livrés devra être compatible avec les modalités de gestion de ces articles. La durée de validité des produits devra être :

- égale ou supérieure au 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à 1 an,
- d'au moins 1 an pour les autres.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du CHRU de Tours.

**Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article pourra être retournée au fournisseur à ses frais.**

## ARTICLE 31. LES PRODUITS SOUMIS A LA CHAINE DU FROID (LE CAS ECHEANT)

**Produits concernés** : produits à conserver entre 2°C et 8°C et produits congelés.

Les produits doivent être livrés dans des colis ne contenant que des produits ayant les mêmes modalités de conservation et portant de manière évidente une étiquette signalétique spécifique des produits froids.

L'étiquetage des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit être différencié de celui des produits congelés ; il doit dans les deux cas être rédigé en langue française.

Le fournisseur doit apporter le justificatif que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception, notamment par la production de fiches de stress.

## ARTICLE 32. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les emballages et les modalités de transport font l'objet d'une attention particulière en matière de respect de l'environnement.

Afin de réduire l'impact sur l'environnement du CHU de Tours, le volume d'emballage utilisé sera limité en supprimant les emballages superflus, dans la mesure où cela n'affecte pas la qualité du produit.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 17/25
-----	----------------------------------	------------

## VI. DIFFERENDS ET LITIGES

### ARTICLE 33. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

#### Pour la livraison de l'équipement et la maintenance :

En cas de non livraison ou de non réalisation de la prestation de maintenance dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 50 euros TTC par jour de retard.

Si la date de livraison/ de prestation ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction ayant effectué la commande pour fixer une nouvelle date de livraison/ prestation. Le CHRU de Tours se réserve le droit de refuser cette nouvelle date.

#### Pour les consommables, pièces détachées et accessoires :

En cas de non livraison dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 10 euros TTC par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

#### **Pénalités pour mauvaise exécution**

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

#### **Pénalités sur autres litiges d'exécution**

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 18/25
-----	----------------------------------	------------

## Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

## ARTICLE 34. RESILIATION DU MARCHE

### 34.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le titulaire dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

### 34.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

## ARTICLE 35. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

### 35.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

### 35.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 19/25
-----	----------------------------------	------------

## ARTICLE 36. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

## VII. DESCRIPTIF TECHNIQUE

### ARTICLE 37. DESCRIPTIF DU BESOIN

Définition de l'équipement : il s'agit d'un extracteur d'acides nucléiques pour des échantillons de sang, moëlle osseuse et biopsie liquide, pour le service d'hématologie biologique du site de Bretonneau. L'activité estimative annuelle est décrite en annexe N°1 du présent CCP.

Descriptif technique :

#### Appareil :

- Marquage IVD-R conforme à la réglementation européenne 2017/746 pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, avec possibilité de passer en mode recherche
- Absence ou peu de fluidique
- Ergonomie de l'appareil et du logiciel : les protocoles doivent être intégrés dans le système et les mises à jour gratuites
- Encombrement de la paillasse minime

#### Échantillons :

L'extracteur doit pouvoir extraire des acides nucléiques (ADN et ARN) à partir :

- d'échantillons de sang, moëlle osseuse, biopsie liquide ou liquide biologique.
- d'échantillons non fixés non inclus, congelés
- d'échantillons issus de biopsie liquide (plasma, liquide pleural, autre...) en large volume (> 2ml)

#### Extraction :

- Technologie d'extraction à l'aide de billes magnétiques (rendement, qualité)
- L'extracteur doit permettre d'éluer les ADN et les ARN dans un petit volume (< 100µl)
- Les protocoles d'extraction doivent pouvoir permettre de réaliser plusieurs séries d'extraction sur une journée
- Utilisation de kits prêts à l'emploi

#### Traçabilité :

L'extracteur doit permettre :

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 20/25
-----	----------------------------------	------------

- d'avoir une traçabilité des échantillons (par code à barre) et possibilité de saisir manuellement des informations complémentaires
- d'avoir une traçabilité des utilisateurs et des réactifs
- fournir un rapport d'activité après chaque extraction (date, numéro de lot, nom de l'échantillon, nom de l'utilisateur, protocole, position...). Ce rapport doit pouvoir être exporté

#### Réactifs et consommables :

Les réactifs et consommables devront être conformes à la réglementation européenne 2017/746 pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

Le candidat indiquera dans le BPU les quantités estimatives nécessaires à l'activité décrite en annexe N°1 du présent CCP.

### ARTICLE 38. LIVRAISON DE L'EQUIPEMENT

L'équipement, les accessoires seront livrés par le titulaire au sein du laboratoire :

**CHRU de Tours**  
**Hôpital Bretonneau**  
 Service d'hématologie biologique  
 Bâtiment B2A 1<sup>er</sup> étage  
 2 Boulevard Tonnellé  
 37044 Tours Cedex 9

La livraison sera à coordonner avec le technicien biomédical dont les coordonnées seront indiquées sur le bon de commande et l'ingénieur biomédical dont les coordonnées figurent à l'article 1 du présent CCP.

Le titulaire devra tenir compte de l'accessibilité des locaux avant la livraison et en informer son transporteur :

- Monte-charge,
- Dimensions des passages, largeurs des portes ...
- Accès particuliers, etc....

Le choix du circuit de livraison se fera en fonction des contraintes dimensionnelles et de poids des colisages.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur ou le fournisseur dans le service d'hématologie biologique de Bretonneau, sauf demande contraire du représentant du CHRU de Tours.

### ARTICLE 39. ADMISSION DE L'EQUIPEMENT

L'admission est prononcée par le Directeur des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Ecologique sur avis de l'ingénieur biomédical.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 21/25
-----	----------------------------------	------------

Elle n'est prononcée que lorsque :

- la livraison correspond à la commande ;
- l'équipement est fonctionnel ;
- l'ensemble des accessoires est livré ;
- le manuel d'utilisation en français est livré ;
- la documentation technique de maintenance est livrée ;

**L'admission déclenche la mise sous garantie de l'équipement et marque le début du délai de paiement et du marché.**

## ARTICLE 40. MAINTENANCE

Le titulaire indique dans son offre le coût de la maintenance préventive annuelle de l'équipement selon les préconisations de contrôle du constructeur. Il indique la liste des pièces détachées remplacées systématiquement lors de la visite préventive selon une fréquence prédéterminée et celles qui ne sont pas incluses dans le forfait ainsi que leur montant HT.

La garantie couvrira tout défaut de matériel, de logiciel et d'atteinte des performances de l'appareil ; les frais de pièces et matériels, de main d'œuvre, de transport, de restauration et logement des intervenants.

### 40.1 Transmission des documents

Tous les documents afférents à la maintenance tels que calendrier des visites de maintenance préventive, rapports d'intervention ou devis seront à transmettre systématiquement par mail à l'Ingénieur biomédical et à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Ecologique chargée du suivi de l'exécution et du paiement des factures (f.garand@chu-tours.fr) et au référent du service.

Le titulaire sera tenu de fournir tous les rapports d'intervention préventifs ou curatifs sous forme électronique au format PDF. Ils seront envoyés au moins au référent du laboratoire et à l'Ingénieur Biomédical. Il comporte des observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après intervention.

Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant présent du CHRU de Tours et par le technicien du titulaire du marché et être transmis au CHRU de Tours.

### 40.2 Exécution des prestations visées au présent marché

Le niveau de maintenance souhaité pour ce marché est le suivant : **Préventive et corrective sur demande (SAV).**

Les dispositions relatives aux types de maintenance souhaités dans le cadre du présent marché figurent ci-après.

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 22/25
-----	----------------------------------	------------

### Maintenance préventive :

Le forfait inclut la main-d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces détachées changées dans le cadre des interventions de maintenance préventive.

Le titulaire réalise le nombre de visites de maintenance préventive qu'il a indiqué dans son offre.

Au début de chaque année civile, le titulaire transmettra par mail le calendrier des visites aux référents selon le nombre annuel préconisé dans son offre. Ce calendrier sera établi conjointement entre le titulaire et le service demandeur.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 24 heures avant la date prévue.

### Maintenance corrective sur demande, avec intervention sur site :

Les interventions de maintenance corrective sont déclenchées d'un commun accord entre le service demandeur et le service après-vente du titulaire après un essai infructueux de remise en marche sur des indications téléphoniques du service après-vente du titulaire.

Le service demandeur demandera au préalable un numéro de bon de commande de type RPMED à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Ecologique et le transmettra au centre d'appel du titulaire au moment de sa demande d'intervention.

Sans ce numéro, le titulaire ne devra pas déclencher l'intervention. La Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Ecologique se réserve le droit de ne pas payer une facture émise sans numéro de bon de commande.

Tout remplacement de pièces fait l'objet d'un devis. Le devis doit mentionner :

- le numéro GMAO de l'équipement
- le type et le numéro de série du matériel objet du devis
- le diagnostic de la panne
- la désignation en français des pièces à remplacer
- le coût HT des pièces
- la durée d'immobilisation prévue

Le devis sera transmis par mail.

Aucune réparation ne devra être engagée par le titulaire avant l'accord de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Ecologique.

### Services et prestation d'assistance technique :

- L'assistance technique par téléphone ou sur site devra être assurée dans la langue française

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 23/25
-----	----------------------------------	------------

- Le titulaire sera tenu de prévenir le laboratoire et le service biomédical de toute intervention sur les appareils afin que les personnes référentes puissent suivre l'intervention et parfaire leur formation

#### Pièces détachées :

Tous les éléments constituant les matériels doivent être disponibles auprès du Service Après-Vente (SAV) du titulaire sur une période de 10 ans. Le titulaire devra informer au moins 1 an à l'avance de tout arrêt de maintenance et proposer une solution de remplacement.

#### Echange standard :

En cas de dysfonctionnement ou/et pannes répétés de l'appareil ayant nécessité l'intervention du SAV durant la première année de fonctionnement, le titulaire devra mettre en place un nouvel équipement sans aucun surcout pour le CHRU.

### ARTICLE 41. FORMATION

La formation concerne le service utilisateur, et éventuellement les services techniques. Ses modalités sont décrites dans l'offre du titulaire.

Elle ne donne pas lieu à facturation complémentaire à l'offre de base, et comprend la prise en charge complète de tous les frais liés à la formation des personnels utilisateurs ou techniques (transports, hébergements, repas, frais pédagogiques).

Le titulaire prévoira la formation, de 3 agents du laboratoire lors de la mise en service de l'équipement.

Le planning des formations sera établi entre le titulaire et le cadre du laboratoire.

Une formation complète à l'utilisation des équipements (matériel et logiciel le cas échéant) et à la maintenance de premier niveau sera effectuée dans les locaux du CHU après la mise en service du matériel.

Lors de cette formation devront être fournies :

- la documentation technique complémentaire (souhaitée en français).
- les codes d'accès informatique au logiciel de maintenance, le cas échéant.
- la liste des principales pièces détachées à maintenir en stock par l'hôpital si nécessaire.

Le titulaire s'engage également à former à nouveau, à sa charge, les utilisateurs et techniciens en cas d'évolution matérielle ou logicielle des appareils fournis.

### ARTICLE 42. DEPLACEMENT DES EQUIPEMENTS EN COURS DE MARCHE

Exceptionnellement à la demande du CHRU et justifié par des contraintes d'organisation, le titulaire procédera au déplacement des équipements à titre gratuit après accord préalable sur les modalités du déplacement (date, lieu ...).

CCP	Procédure n°2025-DALATE-LABO-104	Page 24/25
-----	----------------------------------	------------



## VIII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.1	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon commande à la date d'envoi
Article 23	Article 33	Durée de garantie
Article 33	Article 14	Pénalités
Article 34.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 34.2	Article 42	Indemnité de résiliation
Article 35	Article 45	Exécution aux frais et risques